

# PREVENTION SPECIALISEE ADSEA69

Immeuble le Roosevelt  
240, avenue du Général de  
Gaulle  
69676 – BRON

Tél. 04.78.26.88.17  
prevention.specialisee@adsea69.fr

# 4620

*Jeunes  
au contact des équipes sur  
l'année 2010*

# 18

 Communes ou arrondissements  
de l'agglomération lyonnaise

concernés par notre intervention

# 41.7 %

Taux de chômage – hommes de 15 à 24 ans en Z.U.S.

# 50<sup>ème</sup>

Deuxième séquence de  
l'anniversaire du Service  
le 3 février 2010 au Centre  
culturel de l'Hôpital du  
Vinatier

# 7

 Stagiaires

issus de cinq centres de  
formation, accueillis en  
2010

# 5340

Accompagnements éducatifs  
menés au cours de l'année.

Au travers de préoccupations  
liées à la scolarité, la  
formation, l'emploi, la santé,  
le logement... il s'agit  
d'écouter sans juger, de  
conseiller sans imposer, de  
redonner confiance pour se  
mettre en mouvement.

# 62

Nombre de salariés du Service  
en 2010

# 4 886

 heures  
de chantiers éducatifs  
réalisés par les équipes du  
Service de Prévention  
Spécialisée au cours de  
l'année

# 5

*Educateurs en formation  
qualifiante*  
- 4 en cours d'emploi  
- 1 réussite au diplôme  
VAE

# RAPPORT D'ACTIVITE 2010





Françoise TETARD, Historienne passionnée<sup>(\*)</sup>, était avec nous le 17 décembre 2009. Son intervention avait enthousiasmé l'auditoire.

A chacune de nos rencontres à Lyon, Paris ou ailleurs, ses connaissances, son dynamisme, sa proximité redonnaient force à notre engagement pour une éducation construite avec les jeunes des quartiers.

Elle nous a quittés brutalement à l'automne 2010.

- - -

---

<sup>(\*)</sup> Historienne au C.N.R.S., chargée des questions d'éducation spécialisée



# RAPPORT ANNUEL 2010

**« Chaque homme est une humanité,  
Une histoire universelle... »**

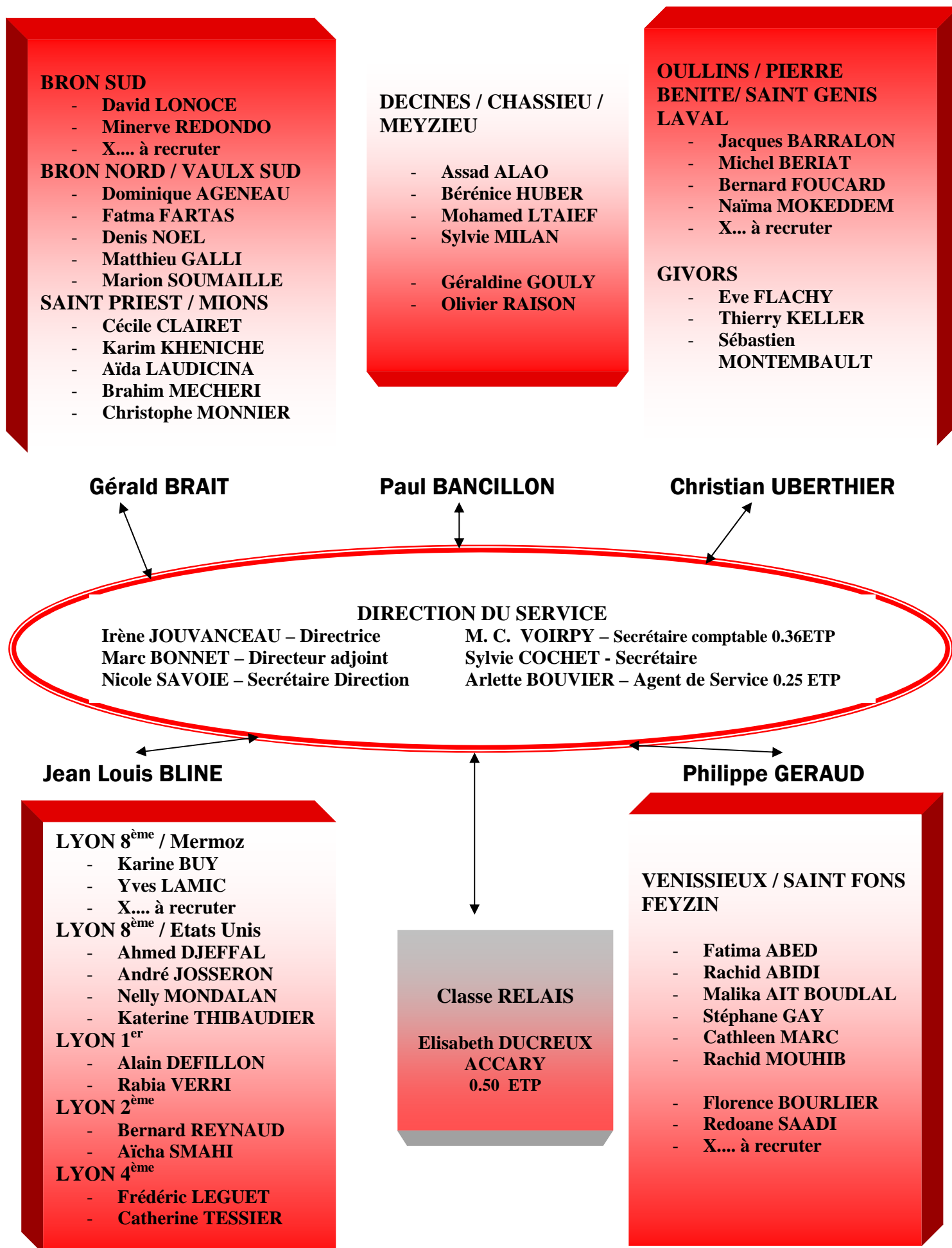
*Jules MICHELET*

**Rédaction mars 2011**

**Irène JOUVANCEAU – Directrice**

**Marc BONNET – Directeur adjoint**

## L'ORGANIGRAMME AU 31 JANVIER 2011





## Le Personnel

### **58 personnes présentes au 31 janvier 2011**

4 postes à recruter. La proportion hommes / femmes reste stable : 60 % d'hommes et 40 % de femmes. Les recrutements se heurtent à l'insuffisance de candidatures masculines diplômées.

En fin d'année 2010, nous avons pu mettre en oeuvre une procédure pour quatre recrutements, hypothéqués pendant quelques mois pour cause d'un éventuel désengagement du territoire de Givors :

- BRON SUD, suite mutation interne depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2010 – recrutement envisagé pour février 2011
- SAINT FONTS / FEYZIN : disponible depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2010
- OULLINS : disponible depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, recrutement au 1<sup>er</sup> février 2011
- MERMOZ : disponible depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, suite mutation interne

La vacance d'un poste sur des équipes à effectif, somme toute réduit, vient déstabiliser un équilibre toujours précaire même si notre organisation en cinq grands territoires, chacun sous la responsabilité d'un Chef de Service, permet de veiller à la continuité de notre intervention.

Parmi les personnels en formation, un salarié a obtenu son diplôme d'éducateur spécialisé dans le cadre de la V.A.E., un autre a quitté le service suite à une sélection réussie en voie directe.

Cinq salariés poursuivent leur formation en cours d'emploi.

### **Réorganisation : Nouvelle étape...**

Le départ en retraite au 31 décembre 2010 du Chef de Service des équipes de Lyon et la demande du Département de transformer un poste de cadre en poste de terrain, nous ont imposé, fin 2010, de revoir une organisation à peine stabilisée suite aux mouvements consécutifs de 2009 – 3 chefs de service sur 5 avaient changé de territoire. Nous avons à nouveau opéré un mouvement, et dû renoncer au poste de renfort aux actions collectives, pour réinventer un équilibre dans l'organisation des Chefs de Service.

Ces mouvements successifs ont pu donner à l'interne du service un sentiment de déstabilisation permanente, plutôt incompatible avec le besoin de réassurance de professionnels qui côtoient journallement un public en forte insécurité.

Par ailleurs, les contraintes budgétaires, nécessitant de revoir notre organisation interne en terme de remboursement des frais d'activités et des frais de déplacements effectués avec les véhicules personnels, ont amené l'Association à proposer des modifications d'organisation et, surtout, à revoir les contrats de travail des salariés. Cet élément étant, par nature, contractuel, une procédure est engagée depuis septembre 2010.

L'impact des aspects financiers et organisationnels a été sensible au niveau de l'ambiance générale du Service. Nous pouvons, pour autant, attester de l'engagement des professionnels sur le terrain.

### • Participation à la formation

Habilité site qualifiant en 2009 par cinq centres de formation en travail social de la région Rhône Alpes, le Service a accueilli en 2010 sept stagiaires (certains stages se poursuivent sur 2011).

Type stages	Ecole	Durée	Territoire	Fin stage
Moniteur Educateur	St Laurent	5 mois	Oullins/ P. Bénite/St Genis Laval	03/2010
Educateur spécialisé	A.R.F.R.I.P.S	10 mois	Bron Sud	03/2010
CAFERUIS	C.C.R.A.	24 journées	Vénissieux/St Fons/Feyzin	12/2010
Educateur spécialisé	I.R.E.I..S.	12 mois	Meyzieu	11/2011
Educateur spécialisé	A.R.F.R.I.P.S.	5 mois	Lyon 8 <sup>ème</sup> Etats Unis	02/2011
P.J.J. (2)	Dir. Dépt Rhône	1 semaine	Découverte différents territoires	10/2010

Le service a, par ailleurs, apporté sa contribution dans divers modules de formation pour l'Institut Saint Laurent, l'Ecole d'Infirmières d'Esquirol.

### • Evaluation interne : la mise en oeuvre et les effets perceptibles

A partir du guide méthodologique d'évaluation interne, aboutissement de deux années de travail, pour partie accompagnées par le C.C.R.A. ; l'évaluation interne a été engagée en 2009 et 2010 dans quatre domaines :

- Droit des usagers
- Pratiques éducatives
- Les temps institutionnels
- Les modes d'organisation

212 questions évaluatives, 58 thèmes ont fait l'objet d'ajustement et ont été traités en groupe de production de l'évaluation en 2010. Deux rapports de synthèse ont été présentés en réunion plénière et à la commission de suivi de l'ADSEA 69.

L'évaluation interne du Service est une démarche participative associant l'ensemble du personnel de manière individuelle (questionnaire) et collective (Réunions de territoires, et groupe de production de l'évaluation (G.P.E.)

Les préconisations et pistes d'amélioration sont travaillées au sein du groupe « observatoire des pratiques » constitué fin 2010 dont l'objectif premier est l'actualisation du Référentiel du Service afin de tenir compte des évolutions.

A titre indicatif, ce travail a permis notamment de :

- Travailler à l'amélioration des recueils de données sociologiques sur les territoires (trouver les données pertinentes pour notre mission)
- Confirmer le bon positionnement des équipes vis-à-vis du public « ciblé » et d'améliorer les réflexions quant aux savoir-faire à mettre en oeuvre pour les plus jeunes (12/13 ans)
- Repérer le changement perceptible des relations avec les parents
- Préciser les notions de territoires, secteurs d'intervention et références éducatives...
- Clarifier les objectifs de certaines réunions (groupes de travail, commissions, journées à thème...)

Le groupe G.P.E. travaillera en 2011 sur la manière d'associer les publics et les partenaires à notre évaluation interne.

# L'Activité

## Les publics

Données globales 2010 4 620 jeunes		
Public occasionnel	2 613	56.50 %
Public régulier	2 007	43.50 %
Nouveaux jeunes	1 160	25.10 %

Le chiffre global est en augmentation de 19.5 % par rapport à 2009. Cette augmentation tient surtout à deux variations importantes sur Vénissieux et Meyzieu. La répartition entre public régulier et occasionnel reste constante. L'augmentation des nouveaux jeunes en contact est significative (+ 8.4 %), essentiellement liée à l'attention portée sur les 12/15 ans.

Une réflexion est engagée à l'interne du Service sur l'intérêt de distinguer public en contact de rue, en soutien occasionnel et en soutien régulier. Ces trois notions permettent de croiser les aspects liés à la temporalité, à l'intensité et au caractère informel ou plus institué des rencontres.

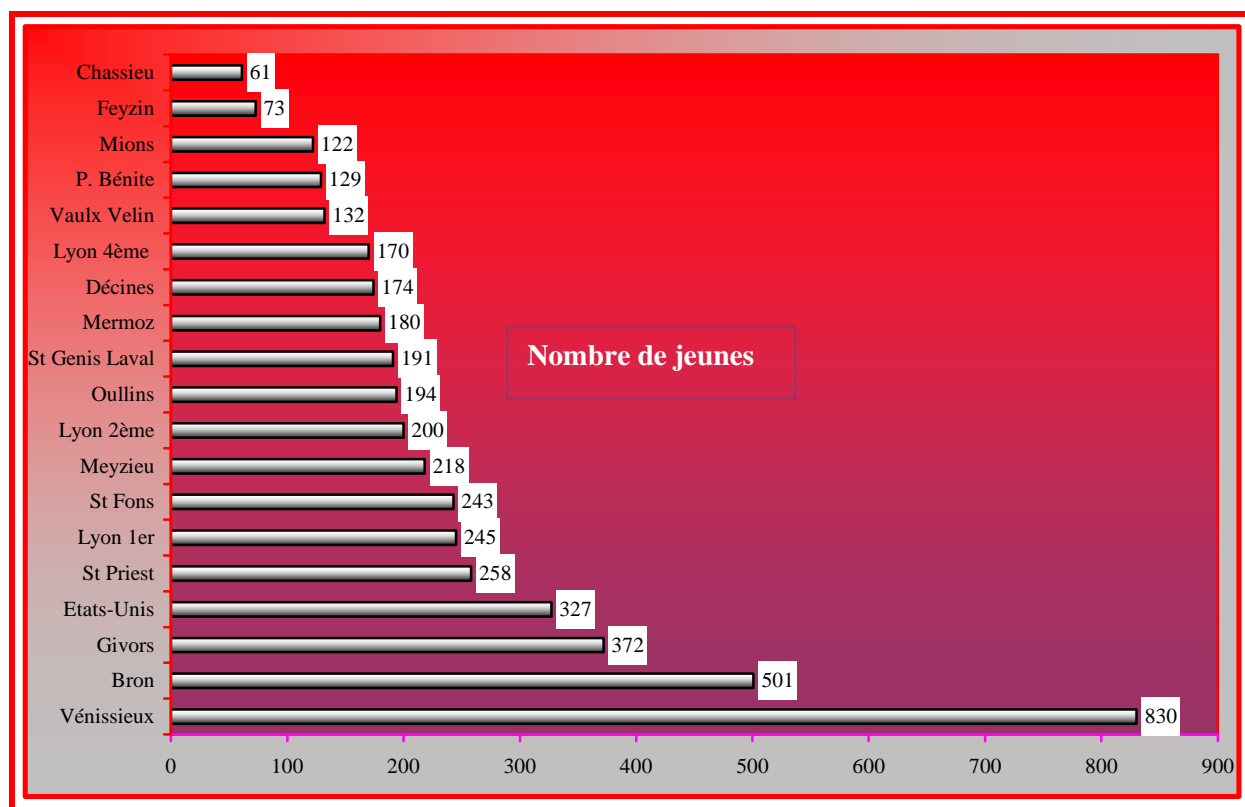
Public	Filles		Garçons		%		% Total	Nombre
	Réguliers	Occas.	Réguliers	Occas	Filles	Garçons		
12 / 15 ans	117	157	199	356	33.00 %	67.00 %	18.00 %	829
16 / 17 ans	140	208	363	453	29.90 %	70.10 %	25.20 %	1 164
18 / 21 ans	239	228	598	654	27.20 %	72.80 %	37.20 %	1 719
22 / 25 ans	102	126	249	431	25.10 %	74.90 %	19.60 %	908
<b>TOTAUX</b>	<b>1 317</b>		<b>3 303</b>				<b>100 %</b>	<b>4 620</b>

Le rapport filles / garçons (28.5 % filles pour 71.50 % garçons) reste constant malgré un réel effort en direction du public féminin. La capacité d'autonomie des filles se vérifie aussi dans les chiffres ! Sur la population jeunes mineurs de 12/15 ans le taux de filles passe à 33 %.

Les évolutions les plus marquées sont sur les extrêmes :

- **augmentation des 12/15 ans**, et prise en compte par les équipes de l'environnement scolaire et familial. Plusieurs équipes souhaiteraient voir comptabiliser les familles en lien avec elles sur des problématiques liées à leurs enfants
- et
- **baisse en pourcentage des 22/25 ans** malgré une présence marquée sur l'espace public, liée fortement au contexte économique et à la décohabitation impossible (logements surpeuplés)

### Répartition du public par Communes



Sur la majorité des territoires les chiffres sont en augmentation. Un écart à la hausse très fort est repéré **sur Vénissieux** du fait de la stabilité de l'équipe depuis trois ans. Il convient aussi de signaler la non prise en compte par cette équipe en 2009 des rencontres informelles.

Le territoire **de Meyzieu** connaît une forte évolution liée à la stabilisation des deux éducateurs de l'équipe.

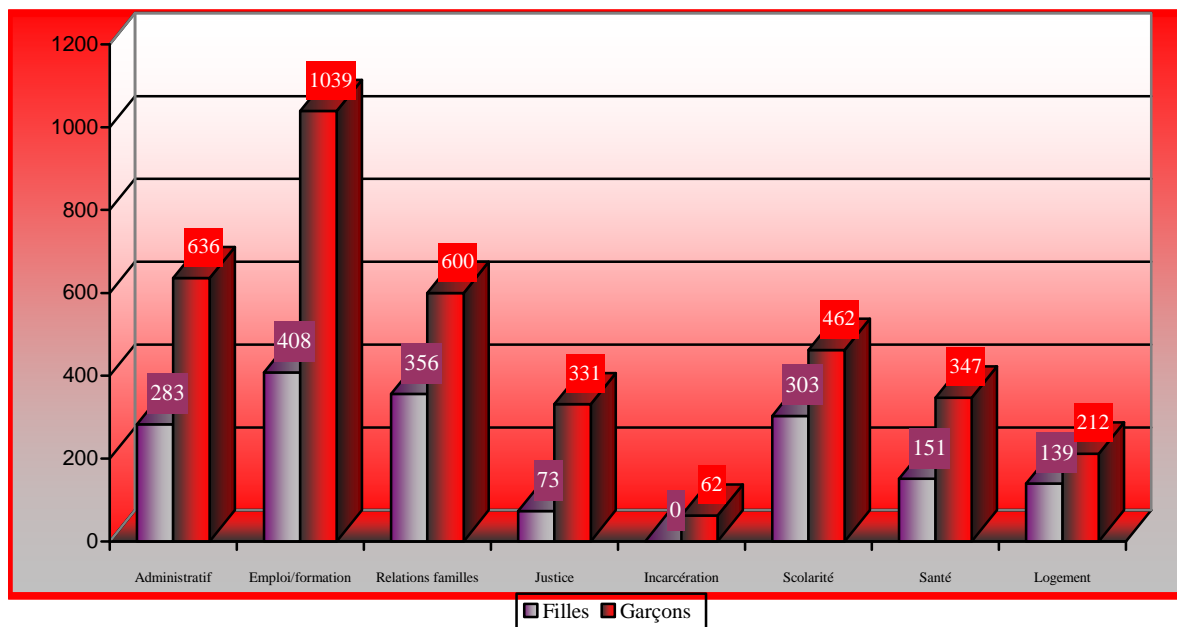
La création de poste sur **les Etats Unis** a également contribué à l'augmentation des publics en contact.

La pression sur **Saint Fons** a été prise en compte par l'équipe (public en augmentation) un peu au détriment de **Feyzin**.

Deux départs des éducateurs positionnés sur le temps plein de la Commune de **Mions** expliquent la baisse de jeunes en soutien régulier. Les effets sont aussi ressentis sur le territoire de **Saint-Priest** puisque les mêmes professionnels interviennent sur les deux Communes.

## Les Accompagnements éducatifs

- Les accompagnements individuels



**5340 accompagnements individualisés** au cours de cette année ce qui représente une augmentation par rapport à 2009 de 8 %. Les 16/21 ans représentent 65 % des accompagnements.

**Les mineurs** sont surtout concernés par les accompagnements liés :

- aux relations avec les familles (60 %)
- à la scolarité (79 %)

Fréquemment des familles interpellent les éducateurs à l'occasion des permanences dans les locaux, comme lors de la présence sur l'espace public (jours de marché par exemple) alors que le jeune n'est pas forcément connu. Il convient alors de provoquer une rencontre qui prenne en compte le souci de la famille tout en préservant une marge d'adhésion pour le jeune. Les sollicitations des partenaires sont aussi prises en compte à l'égard des mineurs, mais il convient, là encore, de ne pas se transformer en simples exécutants des institutions que les jeunes tentent d'éviter...

Les accompagnements concernant **les filles** représentent 32 % au global mais sur le thème de la scolarité, ils représentent 40 % et sur la justice 18 %.

♦ **La thématique « emploi / formation »** reste dominante. Pour autant il convient de prendre en compte qu'il s'agit, le plus souvent, de relais avec les Missions Locales, que l'inscription sociale est encore très dépendante de la question professionnelle et qu'enfin il s'agit souvent d'une « porte d'entrée objective » avant d'aborder d'autres questions plus intimes.

Enfin, les rendez-vous avec l'éducateur tiennent parfois lieu de projet d'activité pour des jeunes en panne de perspectives ; Différentes équipes soulignent avec inquiétude la « déserrance » qui s'installe pour une partie de la jeunesse.

♦ **La thématique « soutien aux démarches administratives »** révèle une augmentation d'accompagnements de + de 20 % en 2010. Les éducateurs signalent des tensions accrues entre jeunes et représentants des administrations (pôle emploi, CAF....). Les messageries téléphoniques créent incompréhensions et frustrations et génèrent des tensions qui se répercutent...

♦ **Les accompagnements concernant la scolarité** regroupent des démarches diversifiées : aide aux devoirs en soutien à un équipement de quartier, recherches d'établissement scolaire pour ceux sans solution, accompagnement dans un conseil de discipline, participation à la gestion du temps d'exclusion temporaire, mise en lien avec l'A.F.E.V.....  
765 accompagnements au total sur cette année.

♦ **Sur les questions de santé**, 50 % des accompagnements concernent une problématique d'addiction (médicaments, alcool, produits psychotropes et/ou internet pour des jeunes plus isolés...)

♦ **Les accompagnements autour des questions de justice** (404) correspondent à des situations souvent très lourdes (62 incarcérés) avec quelques passages à l'acte gravissimes et spectaculaires. Le temps est souvent long pour révéler une conscience de la réalité. Un autre temps est nécessaire encore pour penser qu'il peut en être autrement.

♦ **La problématique du logement** concerne les jeunes majeurs (139 en direction des filles et 212 pour les garçons). Les solutions ou les institutions relais sont à certains moments quasi inexistantes ou saturées. Par exemple, l'équipe de Meyzieu a eu à prendre en compte une douzaine de personnes sans solution au mois d'août alors que la Maison de la Veille Sociale était fermée.

L'Orée A.J.D., le dispositif U.D.A.F. –spécifique pour la Prévention Spécialisée- le 115 sont, à certaines périodes de l'année, saturés. Reste l'alternative précaire des nuits d'hôtel abondées par le Fonds d'Aide Aux Jeunes mais qui trouvent vite des limites au-delà d'une semaine. L'accompagnement de ces jeunes qui cherchent à sortir de l'errance nécessite un soutien des éducateurs qui va bien au-delà d'une adresse ou d'une aide financière. Les quatre chambres de dépannage du service sont occupées en permanence.

Enfin, **pour l'ensemble des accompagnements**, nous devons souligner, qu'au-delà des réponses liées à telle ou telle problématique, l'essentiel du travail éducatif s'appuie sur une écoute sans jugement de valeurs, une disponibilité, un soutien relationnel et affectif qui contribuent à la reconstruction de l'estime de soi avant même de pouvoir mettre en oeuvre les réseaux aptes à soutenir les démarches.

- Les actions collectives

	Nombre	Nbre jeunes
Sorties à la journée	94	268
Week-ends	10	53
Camps (5 jours maxi)	10	69
Actions en partenariat	131	Evaluées à 700
<b>TOTAL GLOBAL</b>		<b>1 090</b>

Cette année les activités collectives marquent le pas (en lien avec la forte augmentation des accompagnements individualisés + 8%).

La mobilisation des groupes s'est avérée difficile dans une période d'incertitude forte pour l'avenir. Nombre de projets ne sont pas allés jusqu'à leur réalisation. Pour autant, le travail de dynamique de groupe a porté ses fruits (plus d'échanges, de solidarité...). Certaines équipes du service ont accentué leurs efforts dans **les sorties à la journée et soirées thématiques** comme Meyzieu (38 jeunes mobilisés), Vénissieux (80 jeunes) ou Givors (42 jeunes).

**Les week-ends et les camps** restent stables par rapport à 2009 mais il y a une augmentation sensible du nombre de jeunes qui ont participé à ces actions extérieures (122 en 2010 pour 73 en 2009).

**Les actions en partenariat** sont un axe fort des pratiques collectives avec les structures d'animation (Centres Sociaux, M.J.C. et Services Ville), des structures proches du Service (Association Solidarité Afrique, C.A.P.S.) et de façon plus récente les collèges grâce à l'intérêt collectif que procure l'exposition « Ex-pressions » réalisée en 2009 par des groupes de jeunes accompagnés par les équipes et originaires de cinq communes (un peu plus de dix semaines de réservation en 2010).

**131 projets en partenariat** sont recensés en 2010 sachant que certains se déclinent en activités multiples (ex. Meyzieu : sept projets inscrits mais vingt et une actions conduites sur le terrain – Lyon 1<sup>er</sup> : le projet « opérations bennes » avec la Régie de Quartier 1 2 4 Services neuf actions le samedi pour 54 jeunes, etc...)

Enfin, certains projets en partenariat mobilisent un nombre important de jeunes sur un temps fort (ex. tournoi de foot en salle comme Lyon 8<sup>ème</sup>, fêtes de quartier...). Les collégiens qui ont bénéficié du travail avec les équipes éducatives à l'occasion de la mise en place de l'exposition dans les collèges ne sont pas comptabilisés dans les 1 090 jeunes.

- Les chantiers éducatifs

Les objectifs éducatifs du « faire ensemble » et la gestion de groupes sont atteints en 2010 avec une priorité mise sur les plus jeunes :

- Les 16/21 ans représentent 92 % des jeunes en chantiers dont 50 % de 16/17 ans.

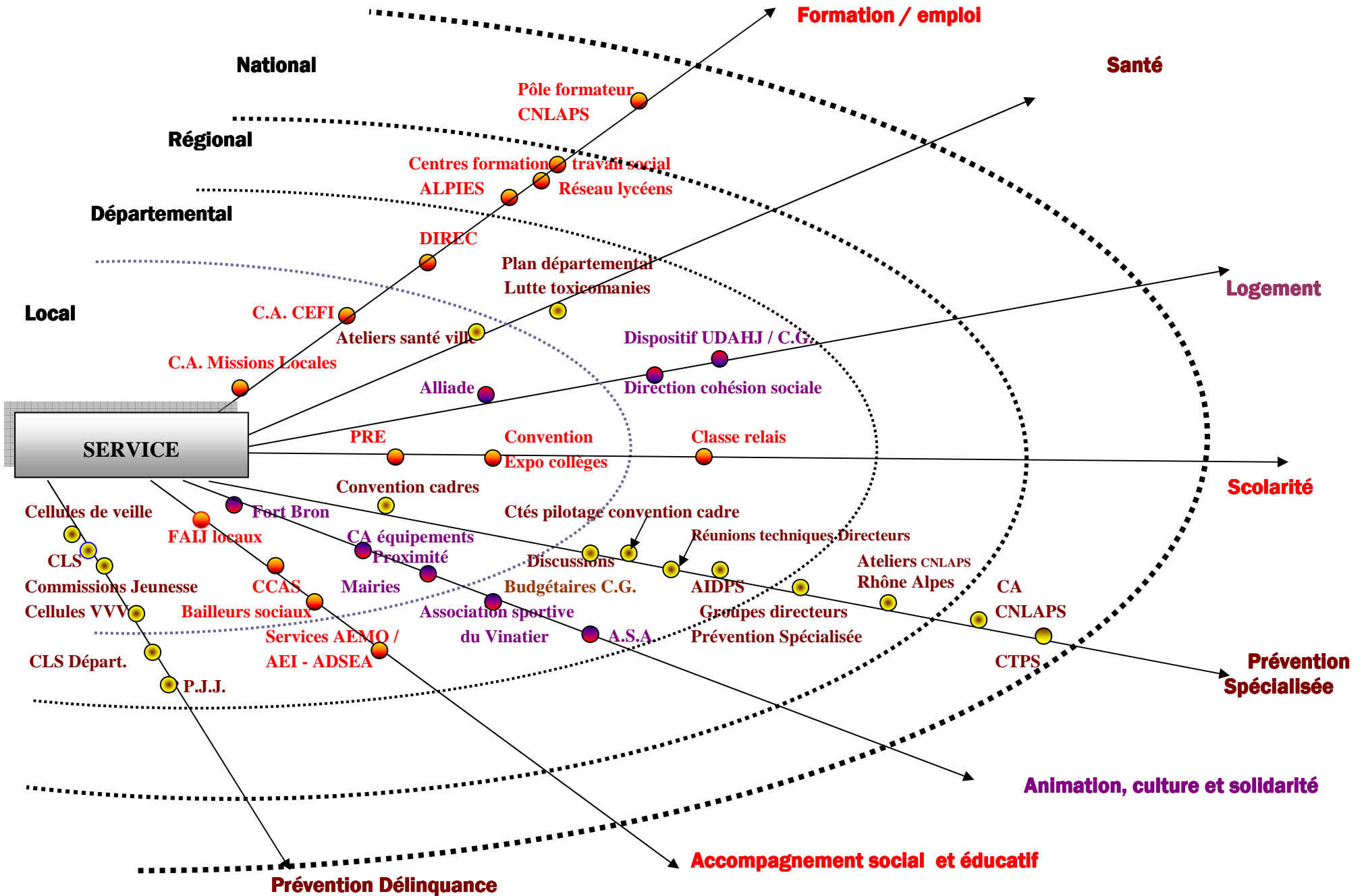
Plusieurs équipes ont également utilisé la CAPS (ateliers de réparation de vélos et de mobiliers) pour positionner individuellement des jeunes en manque de repères (26 jeunes).

Dans des situations limites et face aux difficultés cumulées de quelques jeunes, les éducateurs ont proposé plusieurs chantiers au cours de l'année 2010.

**169 jeunes** (50 filles / 119 garçons) ont signé un contrat de travail en 2010 pour un total global de **4886 heures**.

30 % d'entre eux ont fait l'objet d'une première immatriculation à la Sécurité Sociale et 20 % pour une ouverture de compte bancaire.

# LES PARTENARIATS INSTITUTIONNELS DU SERVICE



Cette représentation graphique du partenariat institutionnel permet de repérer nos différents niveaux d'implication :

- **Le local**, souvent en appui à un partenariat de terrain (exemple, les équipes travaillent en lien avec le correspondant de la Mission Locale et la Direction est présente dans le Conseil d'Administration) ou le Fonds d'Aides aux Jeunes utilisé par les éducateurs pour les accompagnements individuels et la présence des cadres dans les Comités d'attribution. Ces Comités ayant permis, au fil du temps, de construire une culture commune autour de l'aide individuelle ;
- **Au niveau départemental** lié à la taille du Service et aux problématiques transversales (logement, toxicomanie...) ainsi qu'à la compétence inscrite dans le champ de la Protection de l'Enfance portée par l'Assemblée Départementale ;
- **Le niveau régional et national** témoigne de la place active du Service dans les réseaux spécifiques à la Prévention Spécialisée permettant de partager des expériences, croiser des analyses et porter ensemble des orientations (exemples, la place des cadres en Prévention Spécialisée, la Prévention Spécialisée dans le traitement de la délinquance dans une distinction claire des champs de l'éducatif et de la sécurité).

**Les Conventions Cadres** – initiative du Département – reprécisent la place de la Prévention Spécialisée sur chaque territoire et les engagements respectifs des villes et du département sur les questions de jeunesse. L'objectif de formaliser les protocoles d'accord, annoncé depuis 2005, n'est pas atteint sur nos territoires, par contre une dynamique de travail est à l'oeuvre dans la plupart des cas et un rapprochement avec les équipes des unités territoriales est réel. Les objectifs propres à la Prévention Spécialisée sont explicites, la question des renforts d'équipes est inscrite dans les diagnostics sur plusieurs territoires : l'équipe du 8<sup>ème</sup> arrondissement de Lyon (Etats Unis) a bénéficié d'un poste supplémentaire redéployé du Centre Ville, une discussion est engagée pour Meyzieu, Oullins / Pierre Bénite / St Genis Laval et Saint Fons.

La question de l'homogénéité des territoires, posée à partir des conventions cadres par les responsables départementaux, a nécessité une rencontre avec les instances politiques de notre Association permettant d'éviter la déstabilisation de l'équipe de Givors.

**L'articulation avec les collèges**, rendue nécessaire avec la prise en compte des moins de 15 ans, s'affirme, à la fois, dans le cadre :

- Des P.R.E. (exemple, Décines / Saint Fons) où les équipes participent à l'accueil des jeunes exclus provisoirement des collèges ;
- Des rencontres avec les enseignants et les élèves à partir de l'exposition « Expression : nos messages » (7 conventions signées avec des Collèges).

**La classe relais** : les changements d'interlocuteurs au niveau de l'Académie ont distendu les liens déjà fragiles. Par contre l'éducatrice détachée à mi-temps sur l'Etablissement E. Labbé est très investie dans l'accompagnement des élèves, mais également au sein de l'équipe de la classe relais.

Constat sur l'année en cours 2010/2011 : un cumul d'élèves très en difficulté sur le plan personnel et familial relevant, pour beaucoup, de mesures d'accompagnements spécialisés. L'objectif de pré apprentissage reste décalé de leur réalité. Pour autant, les expériences réalisées en entreprises et, plus particulièrement, suivies par les éducatrices (Mi-temps ADSEA –mi-temps PJJ) sont porteuses de possibles réussites.

Un point mensuel régulier avec la directrice du Service permet à l'éducatrice de rester centrée sur la fonction éducative en complément de la fonction pédagogique portée par les enseignants.

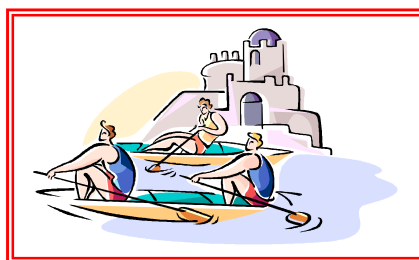
- **Deuxième journée du 50<sup>ème</sup> anniversaire** sur le thème « *partenariat et enjeux de demain* » le 2 février 2010 au Centre Social de l'Hôpital du Vinatier (environ 200 personnes) en présence de Madame NACHURY, Vice Présidente du Conseil Général. Une occasion de « *croiser les regards* » sur la jeunesse d'aujourd'hui avec nos partenaires, élus, professionnels et bénévoles, que nous tenons, une nouvelle fois, à remercier.

La forte présence des membres du Conseil d'Administration de l'ADSEA69 a montré, si besoin était, l'attachement de l'Association aux problématiques rencontrées par la Prévention Spécialisée.

Les Actes des deux journées (17 décembre 2009 et 3 février 2010) liés au cinquantième anniversaire du service, produits par un groupe, éducateurs / secrétaires / direction, sont parus en juin 2010. Quelques exemplaires sont encore disponibles (20.00 € frais d'envoi compris). Acte Public de son côté a affiné la création théâtrale au fur et à mesure des représentations à Saint-Priest / Meyzieu et Saint Fons.

## Perspectives 2011

- Changement de direction au mois d'avril 2011 suite au départ en retraite de la Directrice
- Démolition annoncée des locaux abritant le siège du Service. Deux hypothèses travaillées avec un responsable d'Alliade (propriétaire actuel) :
  - Relogement provisoire et réinstallation dans des locaux reconstruits au même endroit
  - Déménagement avec une indemnisation par Alliade, dans un rayon proche de l'actuel immeuble.
- Poursuite d'un travail de concertation avec le Département pour préparer la nouvelle convention Association / Conseil Général
- Journée « Printemps de la Prév » en juin 2011. A l'initiative de deux équipes du Service, un défi sportif, associant jeunes et éducateurs (descente du Rhône en barques sur 15 kilomètres) est proposé à toutes les équipes de Prévention Spécialisée Rhône Alpes.  
Un temps convivial et des supports d'expression culturelle sont également prévus lors de cette journée.



## 5 Défis pour le Service

- *Renforcer notre présence sur l'espace public*
- *Développer les pratiques éducatives avec les groupes*
- *Soutenir la scolarité*
- *Conforter les identités en intégrant au social la dimension culturelle*
- *Proposer par le développement du social solidaire local, une alternative au communautarisme*

## 4

Les valeurs de référence inscrites dans le projet associatif ADSEA 69

- Croyance en l'homme
- Citoyenneté
- Laïcité
- Solidarité

## 1

**Départ  
à la retraite  
de**

**Christian DESNOYERS  
Chef de service**

## 4

Représentations publiques de la pièce : « No(s) jeunes, (in)certain regards » construite après un travail d'entretiens entre jeunes et acteurs.

## 212

*Questions évaluatives posées aux éducateurs dans le cadre de l'évaluation interne du Service pour quatre domaines :*

- *Pratiques éducatives*
- *Droit des personnes accompagnées*
- *Modes d'organisation*
- *Temps institutionnels*

Après la sortie du Rapport Bockel intitulé « La prévention de la délinquance des jeunes »

## 13

Organisations nationales (UNIOPSS, CNAPE, CNLAPS, Mutualité Française, Centres Sociaux, ...) « appellent à la construction d'une véritable politique de prévention d'ensemble... ambitieuse, ..., dont l'éducation et la prévention seraient le coeur, dont la finalité serait un projet d'avenir porteur de confiance et d'espoir pour tous nos jeunes et dont l'un des objectifs serait le renforcement du lien dans les environnements sociaux ... .... »